

DELIBERATION N°2024.11.07
SEANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL du 14 NOVEMBRE 2024

L'an Deux Mille Vingt-quatre, le quatorze novembre, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué en séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre REVERCHON, Maire.

Date de Convocation du Conseil Municipal : 06 novembre 2024

Présents :

M REVERCHON, Mme REIX, M DECEUR, Mme ALLAIN-MONNIER, Mme CARANO, M PHULPIN, Mme SIMON, M JOLY, M PALTRINIERI, M COLAS, M FAVIER, M CHAVET, M LAUMAIN, Mme PIERI, M BERNON, Mme PAWLOWSKI, M CHUZEVILLE, M OZENFANT, M COLOMBIER, Mme SEGURA, M ANDREO, M BRIZE, M CHETAIL.

Pouvoirs :

M ZWISLER donne pouvoir à Mme CARANO

Mme RAMPON donne pouvoir à Mme PIERI

Absents : Mme EYSSERIC Mme COLLET, Mme ROUX, Mme JANODY.

Nombre de Conseillers : 29 En Exercice : 29 Présents : 23 Votants : 25

Mme REIX a été élue secrétaire de séance, à l'unanimité.

POLICE MUNICIPALE – REGIME INDEMNITAIRE INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres, l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) est paru et conformément à l'article 2 du décret n°91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables à ces personnels.

Le Comité Social Technique (CST) a émis son avis lors de sa réunion du 13 novembre prochain.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code général de la fonction publique,

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1991,

VU le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat,

VU le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,

VU les crédits inscrits au budget,

CONSIDERANT que conformément à l'article 2 du décret n°91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables à ces personnels.

L'exposé du Maire entendu,

Après avoir délibéré, à l'unanimité,

Le conseil municipal DECIDE :

Bénéficiaires et montants maximums

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant dans la limite des taux suivants :

1° 32 % pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;

2° 30 % pour le cadre d'emplois des agents de police municipale ;

Le conseil municipal autorise l'application des limites maximales.

L'organe délibérant détermine le plafond de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans la limite des montants suivants :

- 1° 7 000 euros pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;
- 2° 5 000 euros pour le cadre d'emplois des agents de police municipale ;

Les montants plafonds sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Le conseil municipal autorise l'application des limites maximales.

Attributions individuelles

Conformément au décret n°91-875, le Maire fixera et pourra librement moduler les attributions individuelles dans la limite fixée au paragraphe consacré aux bénéficiaires, en fonction des critères suivants :

- La manière de servir, appréciée notamment à travers l'évaluation annuelle et ou un système d'évaluation mise en place au sein de la collectivité,
- La disponibilité, l'assiduité,
- L'expérience professionnelle,
- Les fonctions et le niveau hiérarchique appréciés notamment par rapport aux responsabilités exercées, au niveau d'encadrement défini dans le tableau des emplois de la collectivité,
- L'assujettissement à des sujétions particulières.

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- 1° Des indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- 2° Des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail.

Modalités de maintien et suppression

Le conseil municipal prend les mêmes dispositions que pour le RIFSEEP.

Périodicité de versement

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée **mensuellement**.

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement peut être versée mensuellement dans la limite de 50 % du plafond défini par l'organe délibérant. Elle peut être complétée d'un versement annuel sans que la somme des versements dépasse ce même plafond.

Le conseil municipal autorise le versement mensuel de la part variable dans la limite de 50 % et le complément annuel dans la limite du plafond autorisé.

Le complément annuel de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement sera versée en 2 fractions, 300€ en juin et le solde au mois de décembre de l'année N, suivant l'évaluation annuelle de l'année N qui tient compte des critères énumérés ci-dessus et dans la limite des plafonds définis.

Dispositif de sauvegarde

Lors de la première application des dispositions du décret, si après application des modalités de versement détaillées précédemment, le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur (hormis tout versement à caractère exceptionnel), le montant précédemment perçu peut être conservé à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage défini (50% du plafond défini par l'organe délibérant) et dans la limite du plafond réglementaire.

Clause de revalorisation

Les primes et indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2025.

Abrogation de délibérations antérieures

Sont caduques au 1^{er} janvier 2025 les délibérations précédentes relatives au régime indemnitaire du service de la police municipale.

Crédits budgétaires

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Et ont signé sur le registre tous les membres présents.

Jassans-Riottier, le 14 novembre 2024

Jean-Pierre REVERCHON

Maire

